



Solidaires dans nos luttes, plus que jamais !

Une réponse féministe à la crise économique

Le Comité femmes et mondialisation de la Fédération des femmes du Québec,
membre de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes.*

Septembre 2009

**Ce texte a été rédigé par Gisèle Bourret et s'appuie sur d'autres textes écrits pour le Comité par Ana Maria Seghezzeo D'Urbano et Lorraine Guay. Ce travail de réflexion et d'analyse a été appuyé par des discussions et commentaires des autres membres du Comité femmes et mondialisation.*

Table des matières

Introduction _____	1
Sorties de crise : restaurer ou reconstruire ? _____	2
Qui paiera ? _____	3
Impact de « la crise » sur les femmes _____	3
Remise en question du modèle économique dominant (un modèle patriarcal) _____	4
Rappel historique _____	4
Le capitalisme est lié au patriarcat _____	5
Division sexuelle et internationale du travail : rôle structurant dans la libéralisation globale des marchés de l'emploi _____	7
Imbrication des oppressions _____	8
La militarisation _____	9
Reconnaître l'action des femmes _____	10
Sur quels principes et valeurs refonder l'économie ? _____	11
En conclusion, quelques pistes pour construire des solidarités _____	12
Résister à la délocalisation des emplois _____	12
Précarisation et informalisation des emplois : des luttes à coordonner _____	12
Migrations et marchandisation de la vie et du corps des femmes _____	12
Destruction de l'humanité et de la planète : des alliances à consolider _____	13
Annexe : Un autre monde est nécessaire et possible, déclaration internationale de la Marche mondiale des femmes sur la crise financière _____	14

Ce texte s'adresse aux militantes féministes. Il s'agit particulièrement d'un texte de réflexion pouvant être utilisé, en tout ou en partie, par les coordinations nationales de la Marche mondiale des femmes dans les argumentaires à développer pour soutenir les revendications proposées dans le cadre des actions de 2010.

Introduction

« Nous sommes obligées de constater, à la veille du troisième millénaire, que rien ne va plus. » (MMF, 1999, Cahier des revendications mondiales, p.8) Dix ans après, cette phrase reste d'une brûlante actualité. Commencée aux États-Unis à l'automne 2008, la crise financière est devenue bien vite d'envergure mondiale et s'est révélée comme une crise du système capitaliste globalisé. Nous avons assisté à l'effondrement de piliers du système (banques, compagnies d'assurances, marchés boursiers), des caisses de retraite ont perdu d'énormes sommes et des entreprises, encore hier bien cotées en bourse, ont été ébranlées, sinon acculées à la faillite. Nous avons vu condamner quelques escrocs du domaine financier, nous laissant deviner qu'il y en a des centaines d'autres qui jouissent encore de la plus grande impunité.

Aucun savant économiste, aucun planificateur financier, aucun haut dirigeant d'entreprise et chef de gouvernement n'avaient vu venir cela. Troublant!? Et pourtant, depuis plusieurs années, des mouvements sociaux, dont la Marche mondiale des femmes, dénonçaient la déréglementation tous azimuts visant à permettre aux marchés de se développer à leur guise, la spéculation effrénée, la prédominance du pouvoir économique sur le pouvoir politique et la consécration des droits des investisseurs, la corruption généralisée, la concentration de plus en plus grande de la richesse entre les mains d'une infime minorité creusant les inégalités entre les peuples, les classes sociales, les hommes et les femmes, les pays du Nord et ceux du Sud. Les mouvements de femmes, en particulier, ont mis au jour la précarisation du travail atteignant particulièrement les femmes et dont les ateliers de misère et les zones franches représentent une des formes extrêmes. Ils ont dénoncé les coupures dans les services publics et la privatisation, progressive ou non, de plusieurs d'entre eux entraînant une surcharge de travail pour les femmes dans la sphère domestique, la multiplication des guerres et conflits armés et leurs effets spécifiques sur les femmes, la traite des êtres humains, principalement la traite à fins sexuelles des femmes, etc. La compétitivité absolue, l'appétit insatiable et l'irresponsabilité sociale des « maîtres » de la planète ainsi que l'abandon par les États de leur rôle de régulateur des marchés ne peuvent que produire crises et dérives.

Nos actions de 2010 devront plus que jamais tenir compte de la crise profonde qui secoue la planète. Cette crise économique, dont on parle abondamment depuis plusieurs mois, ne peut être séparée de deux autres crises logées au cœur même de l'actuel système capitaliste globalisé : la crise écologique (incluant la crise climatique) causée en grande partie par la surproduction et la surconsommation et la crise alimentaire

récurrente engendrée par la concentration du système alimentaire mondial entre les mains de quelques grands monopoles, dont le puissant Monsanto, et la mise au rancart de l'agriculture paysanne (on apprenait récemment -25 mai 2009- que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO) faisait une mise en garde « contre l'achat massif des terres en Afrique par des investisseurs privés »). Depuis plusieurs années déjà, le « système » ne réussit plus à réduire, un tant soit peu, ni la faim, ni la pauvreté. Bien au contraire.

Sorties de crise : restaurer ou reconstruire ?

La crise actuelle a été vue par les élites financières, économiques et politiques comme un mauvais moment à passer, une étape normale dans la croissance, une incitation à faire certains ajustements pour remettre en selle le système. Mais cette crise peut aussi être interprétée comme une cassure, une rupture qui nécessite une remise en question fondamentale des prémisses et de la nature même de ce modèle économique dans lequel le marché veut s'étendre, avec le moins de contraintes possible, à l'ensemble des activités humaines et qui fait de plus en plus de perdantes et de perdants. Ce modèle, d'ailleurs, a périodiquement engendré d'importantes crises (nous en avons connu de nombreuses au cours, par exemple, des trente dernières années) dont les sorties n'ont pas entraîné de changements fondamentaux pour favoriser le mieux-vivre de l'ensemble des populations.

Les plans de relance retenus par les différents gouvernements (avec l'appui des intérêts privés) avaient comme objectif ultime de sauver le bateau menacé par la tempête : sauvetage de banques, de compagnies d'assurances et de l'industrie automobile, investissement dans les infrastructures de béton, réhabilitation du FMI, promotion de traités de libre-échange, etc. Les quelques appels lancés par certains dirigeants pour « refonder le capitalisme », pour réglementer les institutions financières et le salaire de leurs dirigeants, pour endiguer quelque peu les paradis fiscaux semblent déjà être chose du passé. Au moment où ce texte est écrit, les indices boursiers font une remontée remarquable tandis que le taux de chômage continue d'augmenter. Belle démonstration du fossé existant entre le « monde financier » et l'économie réelle ! Qu'arrivera-t-il aux sommes promises (20 milliards) par les pays du G20 pour lutter contre la faim dans le monde ??

En plus d'être nettement insuffisants au chapitre des politiques sociales et de l'emploi (ces politiques ne représenteraient qu'entre 10 et 15 % des plans totaux), les plans de relance sont restés muets concernant la démocratisation du secteur financier, l'élimination des 37 paradis fiscaux et de l'évasion fiscale en général, la refonte en profondeur de l'ONU et des institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international et Organisation mondiale du commerce) notamment en

vue d'établir des mécanismes internationaux de contrôle des mouvements de capitaux, concernant aussi la maîtrise du productivisme qui met la planète en péril, la suppression des politiques profondément inégalitaires, etc. Les dirigeants mondiaux ignorent totalement l'impact particulier qu'a la crise économique sur les femmes et les personnes « racisées »¹ : impossible alors d'imaginer des plans de sauvetage pour les victimes du sexisme et du racisme. Dans le numéro de mars 2009 du Bulletin de liaison international de la MMF, un texte² invitait les coordinations nationales à questionner les plans de sauvetage mis en place par les gouvernements en demandant, notamment, comment ils affectent les femmes de manière spécifique et quelles mesures leur sont destinées. Nos revendications de 2010 pourront tenir compte de cette perspective.

Qui paiera ?

Les coûts qu'entraîneront les mesures de relance inquiètent profondément les populations. Qui paiera la note, a-t-on entendu? « Nous ne paierons pas pour leur crise!» ont clamé plusieurs militantes et militants. On sait que les temps de crise sont propices pour attaquer ou réduire les droits sociaux acquis, ajuster à la baisse les salaires et conditions de travail et accentuer les divisions et violences sociétales. On sait aussi que, quand vient le temps de juguler les déficits accumulés, les coupures ou ajustements viennent réduire les services publics de santé, d'éducation, de distribution de l'eau et accélérer les processus de privatisation. De nombreux groupes de femmes ont déjà témoigné du fait que les politiques d'ajustement structurel ont exigé qu'elles assument individuellement ou collectivement le travail lié aux soins dans des conditions encore plus précaires que celles prévalant jusqu'alors dans les services publics.

Impact de « la crise » sur les femmes

« Jusqu'à présent, les nouvelles concernant les licenciements en masse se concentrent dans des secteurs industriels et de la construction civile où la majorité des travailleurs sont des hommes. En Espagne, on observe déjà une intensification des licenciements dans les domaines du commerce et de l'hôtellerie. Le chômage des femmes fera-t-il l'objet des mêmes attentions ? Y aura-t-il des aides pour que des coopératives de femmes assument des services ? » (Bulletin de la Marche mondiale des femmes, mars 2009, p.4) Dans les pays où il existe déjà des politiques d'assurance emploi, comme

¹ Le concept de « racisé » renvoie au fait que le groupe dont il est question, à savoir les personnes issues des communautés ethnoculturelles ou des minorités visibles sont l'objet d'une stigmatisation basée sur la « race », concept construit socialement.

² *Un point de vue féministe sur la crise financière : une autre économie pour un autre monde.* p.4-7. Ce texte, produit par le Comité femmes et mondialisation de la Fédération des femmes du Québec en février 2009, présente notamment une série d'exemples de mesures immédiates à prendre pour faire face à la crise.

c'est le cas au Canada, il n'est pas question, on le sait, d'élargir l'accès à l'assurance-emploi en réduisant le nombre d'heures nécessaires pour s'y qualifier, ce qui favoriserait par exemple les travailleuses intérimaires ou à temps partiel.

On peut dire que la crise économique actuelle accroît considérablement la difficulté de trouver des avenues qui permettent un développement durable et socialement équitable. Elle augmente aussi pour toutes et tous la vulnérabilité de l'emploi, vulnérabilité qui marque déjà le travail des femmes. Le 6 février 2009, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes exprimait ses inquiétudes concernant l'impact sur les femmes de la crise actuelle. « Alors que l'ampleur de la crise actuelle est encore difficile à mesurer, on s'attend à ce que les femmes et jeunes filles des pays développés et en développement soient particulièrement affectées par les conséquences économiques et sociales potentielles, comme le chômage, l'augmentation des responsabilités au travail et à la maison, la réduction des revenus et l'augmentation éventuelle de la violence sociétale et conjugale. Dans une telle situation, il est indispensable d'identifier et de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles, à court et à long terme, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité et du travail. »³

Ce même comité « souligne l'importance de reconnaître la contribution unique que peuvent apporter les femmes pour résoudre la crise. Il demande que les États membres incluent les femmes dans les discussions et les processus de décisions sur ces problèmes. »

« Nous, les femmes, n'allons plus faire les frais de cette crise. Nous affirmons nos luttes pour la garantie de l'emploi, des augmentations réelles de salaires, des services publics d'éducation, de santé et l'aide à la reproduction sociale. Nous voulons l'accès à un crédit bon marché, des aides pour l'économie solidaire et la petite production. Nous revendiquons des politiques de prévention et de combat de la violence domestique, une réduction radicale des dépenses militaires, entre autres mesures urgentes. » (Bulletin de la MMF, déjà cité, p.4)

Remise en question du modèle économique dominant (un modèle patriarcal)

Rappel historique

Le marché du travail s'est constitué à partir de normes masculines et du rôle assigné aux hommes et aux femmes dans la société. Au sein du capitalisme industriel (18^{ième} et début du 19^{ième} siècle), il s'est organisé autour de la production marchande de biens et

³ www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=18385&Cr=crise&Cr1=femmes

de la vente de la force de travail en échange d'un salaire. Le salaire est devenu le critère de reconnaissance de ce qui est considéré comme un travail productif ou de ce qui a une valeur économique. Quant au travail de reproduction (biologique et sociale) accompli par les femmes dans l'univers domestique, il est vu comme relevant de la nature, pouvant à ce titre être approprié, entre autre, par le mari ou le père. Les rapports sociaux de sexe se nouent à partir de la place et du rôle que les hommes et les femmes occupent par rapport à la sphère privée et à la sphère publique, les deux étant interreliées. Le marché du travail s'est ainsi développé selon « les principes organisateurs de séparation (travaux d'hommes et travaux de femmes) et de hiérarchisation (un travail d'homme vaut plus qu'un travail de femme)». C'est ce que l'on nomme la division sexuelle du travail constitutive du patriarcat (système de domination masculine, d'extorsion du travail domestique ou du travail gratuit des femmes, de contrôle du corps, du temps et de la vie des femmes).⁴

Le capitalisme néolibéral ou ultralibéral s'est développé à partir des années 1970-1980. C'était une réponse idéologique des économistes ultra-libéraux à la crise de croissance du capitalisme, à la place qu'occupaient les mouvements sociaux surtout syndicaux dans plusieurs sociétés ainsi qu'aux politiques de redistribution de la richesse mises en place par certains États après la Seconde Guerre mondiale. La première déréglementation effectuée a été la déréglementation monétaire (1971). Elle marquera le début de la spéculation sur les devises, complètement indépendante du contrôle des États. On le sait, cette déréglementation a entraîné plusieurs crises financières dans différents pays qui se sont répercutées sur des régions entières.

Au début des années 1980, le FMI et la BM imposaient aux pays ayant une importante dette extérieure des plans ou programmes d'ajustement structurel. Les ingrédients qui les composaient étaient : dévaluation de la monnaie nationale, hausse des taux d'intérêt, réduction des dépenses publiques (licenciements dans la fonction publique, réduction des budgets de santé et d'éducation, etc.), privatisations massives, réduction des subventions publiques de fonctionnement à certaines entreprises ou à certains produits, blocage des salaires. Ils ont abouti à un endettement sans cesse accru, ont entraîné une baisse des revenus des populations locales (suite aux licenciements, à la suppression de services publics, etc.) et une hausse des prix. Belle réussite !

On ne peut non plus oublier, pour comprendre le néolibéralisme, les directives du Consensus de Washington (1989) visant surtout l'Amérique du Sud et préconisant la réduction des dépenses publiques, la déréglementation ainsi que l'ouverture encore plus grande des marchés.

⁴ Cf. Fédération des femmes du Québec (2006), **Comment le libre-échange et la libéralisation affectent de façon spécifique le travail des femmes ?** Outil de formation sur les impacts de la mondialisation sur les femmes, p.16.

Le capitalisme est lié au patriarcat

L'ordre patriarcal (domination d'une pensée unique, exclusion et contrôle du travail des femmes, insensibilité aux conditions de vie ou d'existence, exclusion des activités de reproduction) s'inscrit dans le système capitaliste actuel. Encore aujourd'hui, les femmes ont un accès réduit aux ressources disponibles, à la propriété, au pouvoir économique et politique, etc. « Le temps des femmes est la variable d'ajustement pour que des dimensions incompatibles se rencontrent : la logique visant à tirer le maximum de profit et le bien-être des personnes. La société n'est pas organisée pour que les femmes et les hommes partagent les tâches à la maison et pour que l'État garantisse des politiques publiques permettant la mise en place de crèches, restaurants, laveries collectives. » (Bulletin MMF, déjà cité, p.3-4) Ajoutons encore cette statistique connue du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) datant de 1995 : les 2/3 du travail accompli par les femmes sur cette planète est du travail non rémunéré.

« Le travail féminin, c'est ce qu'une féministe nomme *le cœur invisible de l'économie*. »⁵ Plusieurs féministes ont porté un regard critique sur l'économie dominante et le discours qui la sous-tend qui ignorent le travail invisible et non-rémunéré des femmes. « L'économie est la discipline sociale qui jouit du plus important pouvoir de contrôle dans la société, contrôle sous la domination masculine. La définition même « *d'économie* » la réduit à « *l'économie de marché* ». Elle exclut de sa définition, l'analyse du travail de reproduction, souvent non rémunéré, essentiel au maintien et à la qualité de la vie humaine, sans lequel la force nécessaire pour réaliser le travail de production rémunéré, le seul reconnu par l'économie du marché, ne pourrait pas se réaliser. »⁶

Nous pouvons ajouter, dans la même perspective, que le discours dominant en économie « n'est rien d'autre que la théorie et l'étude des mécanismes du système capitaliste – présumé comme la seule et unique réalité. Cette discipline tronquée ne possède même pas les outils permettant d'aborder plusieurs éléments de l'économie non officielle. (...) Et les éléments qu'elle ignore et qu'elle occulte sont au moins aussi importants que ceux qu'elle révèle et qu'elle explique. »⁷

⁵ http://www.marchemondialesdesfemmes.org/publications/economie/fr/base_view

⁶ Cristina Carrasco, *L'économie féministe. Un pari pour une autre économie* (résumé, traduit de l'espagnol par Ana María Seghezzo D'Urbano, d'un texte paru dans *Estudios sobre género y economía*, María Jesús Vara (coord.), Ed. Akal, Madrid, 2006), p.3.

⁷ Publications occasionnelles d'Inter Pares, nov. 2004, no 5, *Pour une économie politique féministe*, p.5.

Division sexuelle et internationale du travail : rôle structurant dans la libéralisation globale des marchés de l'emploi ⁸

D'abord, une citation qui en dit long : « Pourquoi, partout et toujours, le travail à bon marché des femmes sert-il aux économies nationales de tremplin vers le marché mondial ? Leurs *doigts agiles* ne sont pas le seul élément à faire des femmes une main d'œuvre intéressante pour l'industrie légère, dans le monde industrialisé comme dans le Tiers-Monde, au début comme à la fin de ce siècle. Un mythe (qui survit en dépit de tout bon sens) veut que l'homme assure l'alimentation de sa famille et que la femme lui apporte un revenu d'appoint. C'est d'abord sur ce statut mythique que l'on s'appuie pour justifier les salaires de misère réservés aux femmes et les licenciements faciles. De leur *inconstance* (une carrière professionnelle en pointillés, avec des périodes d'interruption pour mettre au monde et élever les enfants), les employeurs font une *flexibilité* qui correspond exactement aux exigences des entreprises. » ⁹

Les femmes représentent un pôle d'attraction pour les firmes comme force de travail à faible coût et, comme migrantes, elles sont mobilisées dans la chaîne globale des soins aux familles et aux personnes dans la nouvelle division internationale du travail.

Partout, sauf en Afrique subsaharienne, on constate une augmentation de la participation des femmes au marché de l'emploi au cours des vingt dernières années. Partout autour du monde, elles continuent de travailler surtout dans les secteurs traditionnellement féminins dont les conditions de travail et salaires sont inférieurs à ceux des secteurs traditionnellement masculins. Dans leur course à la compétitivité, les firmes transnationales se sont empressées de répondre aux appâts des gouvernements qui vantaient la disponibilité et les « doigts agiles » de leurs travailleuses.

La globalisation des marchés a aussi entraîné une informalisation du travail (le travail informel se réfère à des activités qui ne sont pas réglementées par l'État, qui se situent en dehors du cadre légal régissant le marché formel de l'emploi et ne sont pas prises en considération par la comptabilité nationale). Dans plusieurs pays ou régions, le pourcentage des emplois relevant de l'économie informelle (occupés en majorité par des femmes) est presque aussi important que celui des emplois dit formels. Encore là, le travail des femmes est invisibilisé.

Enfin, il faut ajouter qu'il existe aussi une bipolarisation de l'emploi féminin – à l'échelle d'une même société et à l'échelle du monde – entre une **majorité** de travailleuses dites « non qualifiées » occupant différents types d'emplois atypiques ou précaires, mal

⁸ Les paragraphes suivants s'inspirent d'un texte de G.Bourret, *Libéralisation globale, marchés de l'emploi et rapports sociaux ... de sexe*, mai 2008

⁹ Christa Wichterich, *La femme mondialisée*, Solin Actes Sud, p. 19.

rémunérés, non valorisés socialement, etc. et une **minorité** de femmes appartenant à la catégorie des cadres supérieures ou des professionnelles, gagnant des salaires relativement élevés. Les différences entre ces deux groupes peuvent facilement être « exploitées » pour contrer les revendications féministes et les inégalités peuvent se creuser davantage entre les femmes elles-mêmes.

Imbrication des oppressions

L'analyse de l'emploi féminin dans ce système capitaliste globalisé doit prendre en compte l'imbrication des oppressions de genre, de classe et de race, notamment. D'ailleurs, est-il besoin de rappeler ici que les rapports entre les sexes, sont des rapports sociaux et, qu'en ce sens, ils interagissent avec les autres rapports sociaux de pouvoir à la base des différentes inégalités.

De nombreux groupes féministes se sont appliqués à montrer l'imbrication de ces diverses oppressions qui caractérisent le système actuel. Par exemple, les femmes du Sud, les femmes autochtones, les femmes noires, les femmes arabes, vivent des discriminations spécifiques dans le système actuel en tant que travailleuses exploitées – sous-payées ou non rémunérées - dans leur pays ou territoires, en tant que migrantes ou immigrantes, en tant que victimes de toutes sortes de violences. Le capitalisme tire profit du racisme, du patriarcat et autres systèmes d'oppression et vice-versa. La féminisation de la pauvreté, de la maladie et en particulier des migrations en constitue un exemple. Les migrations des femmes (légalisées et illégales) constituent aujourd'hui la moitié des migrations totales. Chaque année, par exemple, des milliers d'aides domestiques et des milliers d'entraîneuses de bar (appelées parfois danseuses exotiques) émigrent vers des pays du Nord ou de l'Ouest pour travailler dans des conditions qui se rapprochent bien souvent de l'esclavage. La prostitution et la traite¹⁰ des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle est en croissance partout dans le monde et il est démontré que le bassin des femmes et des filles victimes de traite se situent surtout dans les pays pauvres d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes, et aussi dans les couches les plus défavorisées et marginalisées des pays riches.

¹⁰ Il est important de distinguer traite et trafic qui sont souvent confondus. La traite réfère à l'immigration irrégulière ou régulière, aux déplacements transfrontaliers ou internes de personnes que l'on exploite jour après jour pendant de longues années. Ce sont des personnes en majorité destinées aux marchés de la prostitution. Elles sont désignées comme victimes de traite. Quant à lui, le trafic à l'immigration irrégulière, aux déplacements irréguliers de migrants et migrantes, désignés le plus souvent comme réfugiés clandestins (synonyme de « smuggling »). Ce sont des gens qui veulent quitter leur pays parce qu'ils y subissent des persécutions ou que leur vie est en danger.

Des alliances se sont créées entre militantes féministes, pacifistes et écologistes (l'éco-féminisme). Les éco-féministes ont mis en lumière les liens entre oppression des femmes, destruction des écosystèmes, capitalisme, idéologie militariste et colonialisme. Les capacités destructrices du système actuel et la menace qu'il fait courir à la planète sont immenses : productivisme boulimique, addiction pathologique à la consommation, individualisme à courte vue basé sur le «tout avoir, tout de suite et tout le temps», culture de guerre et dépendance envers l'industrie militaire, esprit de compétition et cupidité menant à une concentration extrême de la richesse et à des mutations dangereuses pour la nature elle-même (changements climatiques, pollution de l'eau, de l'air, de la terre, manipulation et contrôle du vivant, etc.).

La militarisation

Les liens entre néolibéralisme et division sexuelle du travail se situent également, on ne saurait l'oublier, dans le contexte de la militarisation croissante du monde.

*« (...) Le nouveau marché du travail informalisé et transnationalisé constitue un observatoire de choix de l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail (...) Pour les femmes, il s'agit principalement de «travail» lié aux services, avec deux grandes branches : le service domestique chez les particuliers, dans les collectivités ou pour les entreprises, et les activités liées au sexe : prostitution, pornographie, hôtesse... Pour les hommes, le «travail» consiste à se placer derrière une arme : dans une armée, un gang, une mafia, une prison, un supermarché, une maison «close», une zone résidentielle, une guérilla, une «organisation terroriste» ou une petite bande locale.»*¹¹ L'auteure de ces lignes trace une perspective qui peut nous sembler extrémiste, mais il n'en demeure pas moins que ce sont des enjeux réels concernant les rapports sociaux de sexe.

« Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale en 1945 et de la guerre froide en 1989 (chute du mur de Berlin) on aurait pu espérer que les «armes se taisent» enfin. Mais c'est plutôt à leur accroissement phénoménal que nous avons assisté et de façon encore plus vertigineuse depuis septembre 2001. En 2005, les dépenses militaires mondiales atteignaient 1118 milliards de \$US dont près de la moitié sont le fait des États-Unis. Le nombre de bases militaires étasuniennes s'établissait en 2003 à plus de 1000 réparties dans 130 pays. Le nombre de mercenaires privés a aussi augmenté considérablement depuis 2001 : 125,000 membres de sociétés de sécurité privées se trouvaient en Irak à la fin de 2004. Une puissante industrie privée de l'armement prospère sur le dos des

¹¹ Jules Falquet (2006) «Hommes en armes et femmes «de service» : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail», *Cahiers du Genre*, no 40/2006, p. 23.

contribuables de tous les pays. (...) Enfin, le bouclier antimissile *fait partie d'un vaste projet visant à faire de l'espace, le quatrième théâtre de la guerre.* »¹²

La militarisation, c'est bien sûr l'augmentation vertigineuse des budgets militaires, l'implantation et la consolidation de bases militaires, l'occupation plus grande et plus visible de l'espace public, la propagande insidieuse faite autour des forces armées et l'intensification de leur recrutement, mais c'est aussi - et c'est fondamental - un renforcement des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. La culture militaire amène une survalorisation de la masculinité, la normalisation de la violence pour régler les conflits et la banalisation des violences envers les femmes. Cette culture de la violence, avalisée par l'État, se transmet à l'ensemble de la société.

L'institution militaire contribue, de différentes manières, à former de jeunes hommes afin qu'ils occupent leur place de dominants dans les rapports sociaux de sexe.¹³ L'armée peut être considérée comme l'une des organisations patriarcales les plus importantes dans toutes les sociétés et l'une des plus révélatrices des rapports sociaux inégaux qui caractérisent les rapports hommes-femmes : hiérarchisation du pouvoir, culte et domination du «chef», obéissance, violence physique, absence d'esprit critique, cercle fermé des «boys», etc. »¹⁴ Et l'intégration des femmes dans l'armée n'est-elle pas une façon de les faire entrer dans ce cercle des « boys », d'adhérer aux valeurs de domination et de hiérarchisation inhérentes à cette institution et de participer ainsi à la reproduction de ce modèle patriarcal ?

Éduquer à la paix et travailler à construire une paix durable c'est aussi travailler sur une profonde transformation des rapports entre les femmes et les hommes.

Reconnaître l'action des femmes

« Si nous n'accordons pas une importance prioritaire au potentiel des femmes, à leur leadership et à leur action, de manière systématique et universelle, nous ne pourrions pas renverser la vapeur. Et la machine du progrès ne parviendra pas à transformer ses processus en un développement harmonieux, humain et durable, source de vie et propice à la vie. D'ici là, nous devons résister et transformer l'économie de l'exploitation – notamment l'exploitation fondée sur le sexe – qui engendre les ateliers de misère, la prostitution et le trafic des personnes, l'esclavage, la pauvreté des ménages, l'oppression et la violence. C'est un premier pas – nécessaire – vers la transformation

¹² Fédération des femmes du Québec, *Femmes et guerres : Comment développer une perspective féministe sur les conflits armés*, septembre 2007, p. 2-3. Disponible sur le site de la FFQ : www.ffq.qc.ca

¹³ Cf. Anne-Marie Devreux, « Des appelés des armes et des femmes : l'apprentissage de la violence masculine à l'armée », *Nouvelles questions féministes*, vol. 18, nos 3-4, 1997, p.49-79. (Il s'agit des résultats d'une enquête effectuée en 1990 dans cinq régiments de l'Armée de terre française.)

¹⁴ FFQ, *Femmes et guerre*, cité plus haut, p. 5.

des conditions dans lesquelles naissent, grandissent et vivent toujours la plupart des êtres humains. »¹⁵

Sur quels principes et valeurs refonder l'économie ?¹⁶

La Marche mondiale des femmes, récupérant l'héritage des luttes féministes passées, esquisse dès l'an 2000 les contours et l'architecture du monde dans lequel les femmes voulaient vivre, «un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité, un monde d'égalité entre les femmes et les hommes, un monde où chacune et chacun ait à la fois de «quoi vivre et des raisons de vivre».

Dans son préambule, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité adoptée en décembre 2004 au Rwanda récuse encore une fois avec force le capitalisme et le patriarcat mais aussi le racisme, le sexisme, la misogynie, la xénophobie, l'homophobie, le colonialisme, l'impérialisme, l'esclavagisme, le travail forcé, ces maux qui font le lit des fondamentalismes et intégrismes et qui empêchent les femmes et les hommes d'être libres. (...) La Charte propose de construire un autre monde fondé sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix. Chacune de ces valeurs implique l'émergence d'une «autre» économie basée sur les principes suivants :

- La primauté du politique sur l'économisme i.e. donner priorité au «vivre ensemble» au souci pour l'intérêt général, le bien commun, les biens publics en tant que patrimoine commun de l'humanité à partager équitablement (ressources naturelles, eau, air, etc.).
- La démocratie comme fin et comme moyen de transformation de l'économie. L'économie demeure un immense chantier à démocratiser.
- Une conception résolument solidaire de l'économie en opposition à l'économie machiste et guerrière dominante qui produit un très petit nombre de gagnants et une grande masse de perdantes et perdants. Une économie nouvelle socialise les gains de productivité au lieu de les privatiser.
- L'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes et une transformation des rapports sociaux qui implique entre autres :
 - une remise en cause de la hiérarchisation sociale et, par le fait même, une remise en cause des privilèges individuels et collectifs associés à cette hiérarchie,
 - un engagement de la part des divers acteurs sociaux à réclamer le respect des droits des femmes.

¹⁵ Inter Pares, déjà cité, p. 9.

¹⁶ Cf., Bulletin de liaison international de la Marche mondiale des femmes, mars 2009, p.5-6.

- La reconnaissance du travail invisible de reproduction sociale assumé très majoritairement par les femmes et encore ignoré dans la comptabilité de la richesse.
- La reconnaissance véritable des droits, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels qui concernent toutes les sécurités souhaitées (alimentaire, énergétique, de santé, d'éducation, de logement, etc.).
- Le respect de l'environnement et la remise en question de la croissance économique à tout prix (productivisme destructeur des rapports sociaux et de l'environnement).

En conclusion, quelques pistes pour construire des solidarités

La crise économique n'a peut-être pas les mêmes effets sur les femmes du Sud et celles du Nord, sur les femmes vivant en milieux urbains et ruraux, sur celles qui ont un emploi salarié et celles dont le travail n'est pas ou peu rémunéré, mais il est clair que les effets des crises (économique, alimentaire, écologique) que nous vivons se répercutent sur la stabilité et la vitalité des différentes collectivités. Et, compte tenu des rôles joués par les hommes et les femmes, nous pouvons affirmer que le fardeau familial, social et économique pèsera plus lourd pour l'ensemble des femmes à travers le monde. De là l'importance de consolider nos solidarités féministes et partout d'exiger des ripostes politiques tenant compte des principes et valeurs qui permettent l'émergence d'une « autre économie » ; ripostes qui favorisent la construction de la paix, l'accès aux ressources et à des emplois décents, le renforcement des services collectifs et le respect de l'environnement.

Résister à la délocalisation des emplois

Dans les économies dites développées, les femmes sont particulièrement touchées par la délocalisation des emplois dans certains domaines (vêtement, informatique, téléphonie, etc.) vers les pays émergents ou en développement. Cette délocalisation se fait au nom de la sacro-sainte concurrence, mais on sait bien qu'elle est une course en direction du pays qui applique les normes les moins exigeantes. Il s'agit d'une compétition pour les conditions de travail les plus flexibles et les salaires les plus bas. Au Nord comme au Sud il faut résister à ce phénomène en exigeant notamment le respect des normes internationales du travail et la création d'emplois locaux décents.

Précarisation et informalisation des emplois : des luttes à coordonner

La frontière est souvent ténue entre travail formel et informel. Mais on peut dire que les pays du capitalisme avancé entre autre ont connu, au cours des 20 ou 30 dernières années, une précarisation du travail qui prend différentes formes, se rapprochant

souvent de ce que l'on appelle le travail informel (voir plus haut, p.7). Nous avons besoin de mieux connaître les façons dont se vivent la précarisation et l'informalisation du travail dans nos différents pays ou territoires et de voir comment nous pouvons harmoniser nos luttes et revendications.

Migrations et marchandisation de la vie et du corps des femmes

La mobilisation des femmes du Sud pour réaliser des soins et travaux domestiques dans les pays du Nord constitue un exemple de « marchandisation » de la vie des femmes et de l'échec de la solidarité internationale entre pays riches et pays pauvres. Les femmes sont exportées comme des « ressources » naturelles et deviennent des sources de devises pour les pays pauvres. Ce phénomène a des impacts affectifs et sociaux sur les enfants, les familles et les collectivités du Sud. Au Nord, leurs conditions de vie et de travail s'apparentent bien souvent à de l'esclavage (travail non reconnu ou informel, harcèlement, violence, ...). Des millions de femmes pauvres à la recherche d'un emploi sont aussi « enrôlées » (victimes de traite ou de trafic) dans l'industrie du sexe et de la prostitution. Les luttes pour contrer cette marchandisation de la vie et du corps des femmes représentent un enjeu important de notre solidarité féministe mondiale.

Destruction de l'humanité et de la planète : des alliances à consolider

La crise environnementale, incluant les changements climatiques, est une crise des systèmes d'exploitation et de domination dans lesquels nous vivons (appropriation des ressources naturelles, marchandisation de l'humain et du vivant, etc.). Les guerres détruisent la planète et l'humanité et les changements climatiques contribueront à augmenter le fossé entre régions du Nord et du Sud. Nous savons que les femmes sont particulièrement concernées et plus que jamais nous avons besoin de consolider nos alliances avec les pacifistes et les environnementalistes en mettant en avant nos analyses des systèmes d'oppression. Que sommes-nous en mesure de faire, par exemple, pour la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009 ?

Voilà des pistes pour construire ensemble une autre économie qui tient compte de la contribution du mouvement féministe international.



- Annexe -

Un autre monde est nécessaire et possible

Déclaration sur la crise financière, approuvée le 20 octobre 2008, lors de la 7e Rencontre Internationale de la Marche mondiale des femmes, qui a eu lieu à Panxón, Vigo, Galice.

Dans un contexte patriarcal et d'économie néolibérale, le système bancaire et financier s'écroule. Les tentatives de redressement pour améliorer son fonctionnement ne font que détériorer encore plus la situation. Les bourses du monde sont en chute libre, la crise mondiale s'étend et ne peut plus être masquée. Les conséquences de la non-redistribution des richesses, c'est la paupérisation massive des populations et particulièrement des femmes. Ce système favorise le développement des guerres comme outil pour s'accaparer les ressources des pays du Sud et développer l'industrie des armements. Les femmes, dans les conflits belliqueux, subissent des violences inadmissibles et inhumaines.

Les gains colossaux des spéculateurs et des actionnaires ont été privatisés alors que les pertes énormes du système sont aujourd'hui nationalisées, c'est à dire, payées par tous et toutes à travers nos États.

Nous, femmes du monde, sommes les premières touchées par le chômage galopant, par la perte de l'autonomie alimentaire, par la marchandisation des biens communs. Cette crise financière est étroitement liée à toutes les autres : celle des changements climatiques, de la crise alimentaire, celle de l'énergie, celle du travail.

Les pays du Sud sont spoliés de leurs ressources ; les habitudes alimentaires modifiées au bénéfice des multinationales de l'agro-alimentaire. Ces derniers sont étouffés par le poids de la dette, par l'opacité de l'utilisation des fonds prêtés par les organisations internationales.

Face à l'échec du modèle unique de l'organisation économique globalisée, nous, femmes de la Marche mondiale, réunies à Vigo, en Galice, du 14 au 21 octobre 2008, réaffirmons notre position antilibérale, exigeons la transformation du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi que les Banques de développement. Nous dénonçons avec vigueur tous les accords de libre commerce, notamment les accords de partenariat économique (APE) – par exemple l'Accord de partenariat économique Japon-Philippines (JPEPA) – et l'accord général sur le commerce et les services (AGCS). Nous exigeons la suppression des paradis fiscaux qui permettent de

masquer l'argent de la drogue et de la corruption ; nous demandons le contrôle de tous les mouvements de capitaux.

Il est clair que c'est d'un autre système économique dont nous avons besoin, de développer la création de structures d'économie solidaire, de coopératives de production autonomes, d'une Banque du Sud au service d'un développement écologique, égalitaire et durable.

Nous voulons la transparence de l'utilisation des fonds publics et de leur gestion. Nous voulons que les ressources des peuples soient d'abord destinées à satisfaire leurs besoins vitaux.

Nos États sont responsables, ils nous doivent des comptes, c'est leur devoir et obligation de réguler le système économique pour protéger les citoyens et les citoyennes des recoins de la finance. Les coûts de la crise doivent être assumés par les actionnaires et par ceux qui ont amassé des fortunes en spéculant.

D'autres règles de distribution et d'utilisation de l'argent doivent être définies, de manière démocratique et participative avec les populations, les mouvements sociaux et les associations féministes. La définition des budgets doit tenir compte de la sauvegarde des biens communs et du développement de services publics. Tous, hommes et femmes du monde, nous avons droit à une alimentation saine, à un logement décent, à la santé, à l'éducation, à un travail digne, aux transports et à la culture.

Construisons ensemble un monde où nos valeurs de justice, de paix, d'égalité, de solidarité et de liberté soient prioritaires.